

# "Donner à comprendre..."

Entretien avec Thierry TUOT, Directeur du Fonds d'Action Sociale  
et Michel DAUREIL, Directeur du Mouvement de La Flamboyance

---

*Propos recueillis par Paul BRON et Abdellatif CHAOUITE*

**E**cart d'identité : *Le Fonds d'Action Sociale commémore son 40e anniversaire cette année. A cette occasion il a initié un certain nombre de rencontres depuis le mois de Juin autour du thème "vieillesse et immigration". Ces rencontres aboutiront prochainement à un colloque national sur ce thème. Pourquoi le choix de ce thème ?*

**T.Tuot** : Pour son quarantième anniversaire, nous voulions illustrer le rôle du F.A.S. par un acte précis, tout en ayant une rencontre qui permette d'associer la plupart de nos partenaires. Nous sommes un établissement public national, et il existe souvent une tendance à nous réduire à une sorte de banque d'affaires associative qui complète le tour de table des opérations en régions. Nous avons donc voulu montrer que notre vrai rôle et notre réelle ambition vont bien au-delà du financement de structures associatives. Nous sommes non pas chargés de la politique d'intégration, mais des gens qui contribuent à la mettre en forme, à innover, à expérimenter, à défricher de nouveaux terrains. C'est ce que nous résumons en disant que notre première compétence est celle d'ingénierie sociale au service de l'intégration. Dans cette optique, la subvention n'est que la conséquence d'une analyse de situation, d'une connaissance des populations, du tissu associatif, des besoins et des façons d'agir.

Mais il existait une couche de population à laquelle personne n'avait pensé, nous les premiers, celle des vieux. L'immigration de travail vieillit en France et c'est pour nous un sujet de préoccupation de politique publique. Notre rôle est d'éclairer les besoins, de connaître les publics, et de prendre à témoin l'ensemble des partenaires administratifs — qui constituent d'ailleurs notre conseil d'administration — en propo-

sant un constat, une perspective de réflexion et une base de départ pour travailler ensemble sur les politiques publiques.

**E.d'I.** : *Et vous avez choisi pour cela de travailler en partenariat avec le mouvement de La Flamboyance ?*

**T. Tuot** : Nous avons recherché un partenaire qui nous permette de travailler sur un sujet que nous ne connaissons pas, les vieux, et non sur un sujet que nous connaissons, les immigrés. Nous avons cherché un mouvement original, qui ne traite pas la vieillesse comme un problème ayant des besoins essentiellement médicaux, de logement, d'hébergement — il y a des associations qui le font et c'est très bien — mais qui ait une vision plus dynamique, qui corresponde à une certaine idée de l'intégration. La Flamboyance répondait pour nous à cette exigence. C'est un mouvement récent, dynamique, qui installe les vieux comme une catégorie active de la population, qui participe à la vie de la cité. C'est tout à fait l'angle d'intégration que nous recherchions.

**M. Daureil** : Le mouvement de La Flamboyance est né au Ministère de la Culture en 1990, et le propos fort, présent lors de notre création, était : mesurer, et réfléchir aux conséquences, toutes les conséquences du vieillissement de la population. C'est quelque chose qui nous arrive dans les pays riches, les pays développés, mais qui arrive aussi partout sur la planète. Les habitants vieillissent, et vieillissent de plus en plus. En Afrique aussi l'espérance de vie croît, et il s'avère qu'au moment de la création de La Flamboyance, nous étions dans un paradoxe important : l'espérance de vie croît de trois mois par an, et dans le même temps nous vivons dans une société qui nous décrète vieux de plus en plus tôt. Autrement dit, quand une femme de 45 ans qui vient de perdre son travail s'entend dire dès le

premier rendez-vous à l'ANPE : "vous êtes trop âgée pour retrouver du travail", il y a un paradoxe. La Flamboyance s'est créée sur ce paradoxe qui dit bien l'un des endroits cher à son engagement. Il y a deux phrases, un peu slogans, qui expriment ce que nous sommes, ce que nous faisons, ce que nous voulons faire. D'abord, il s'agit de : "faire apparaître les plus âgés comme porteurs et créateurs de culture". Personne ne conteste le premier terme : quand on parle de vieillesse, on parle de mémoire. Mais il nous semble très important d'ajouter et de se battre pour faire reconnaître la dimension de créateur de culture, avec cette idée que tant qu'un être est vivant, il crée, il crée du sens, de la relation, ... Cela nous paraît une dimension très importante. La deuxième dimension se traduit sous forme du slogan suivant : "Pas de retraite pour la citoyenneté". De la même façon qu'un être vivant est créateur de culture, il est aussi un être de la cité, et il n'y a pas d'âge pour cela, y compris en institution, en maison de retraite, à tout endroit et à tout moment. Quand on est vivant, on a un rôle à jouer, même si nos sociétés sont très aveugles sur ce que peut être ce rôle car il est souvent assez infime au regard de ceux qui ont besoin d'une rentabilité importante, il doit pourtant être présent. Une société qui se dit civilisée doit toujours avoir cela en tête. Ce sont les grands axes de notre travail.

***E.d'I. : Quelle est la volonté qui anime la mise en exergue symboliquement forte de ce thème lors de l'anniversaire du FAS ?***

**T.Tuot :** La volonté pour nous est très claire. Il n'y a pas de secteur de la population immigrée, quelle qu'en soit l'origine, ni de secteur de la vie sociale, que ce soit le logement, l'école, la santé, la vie en société, la création culturelle, qui échappe à la politique d'intégration. Nous ne croyons pas qu'il y ait un modèle d'intégration, mais d'immenses et diverses façons d'intégrer. Notre projet est de donner à comprendre à l'opinion publique et notamment aux acteurs sociaux l'existence de cette population et de ses besoins. Il s'agit ensuite d'inciter l'ensemble des partenaires, notamment institutionnels, à prendre en compte cette population et ses besoins, soit pour l'intégrer dans les politiques de droit commun, soit, si c'est nécessaire, pour mettre en place des politiques spécifiques. Par exemple, le logement montre bien les deux aspects : les immigrés sont entrés dans les foyers dans les années 50-60, et ils étaient des travailleurs. Doivent-ils sortir du foyer quand ils cessent de l'être ? Et s'ils y restent, comment les prendre en compte ? Cette forme de

logement est-elle adaptée ? Quelle vie sociale dès lors qu'ils perdent — comme n'importe quel autre vieux — cette identité de travailleur, peut-on encore leur offrir ? Quelles conditions de participation ? Quel accès aux droits ? C'est la partie de politique spécifique qui concerne les foyers de travailleurs migrants, les immigrés isolés...

Mais à côté d'eux, nous avons des centaines de milliers de vieux d'origine immigrée, logés dans le logement social. Pour ceux-là, n'est-ce pas la politique du logement social qui doit s'adapter à leurs besoins propres ? Nous ne sommes plus là dans une politique pour les immigrés mais dans la dimension adaptée aux immigrés d'une politique sociale. Je prends l'exemple du logement mais je pourrais continuer avec la culture, la participation à la vie de la cité, à l'accès aux droits en matière de soins, en matière de retraite, de la participation à la transmission du savoir, professionnel ou non, dans le domaine culturel ou autre... Il n'y a pas d'aspect de la vie dans la cité qui ne mérite d'être passé en revue.

Pour répondre à la question : ont-ils une dimension spécifique ? Oui. Comment la traitons-nous ? La traitons-nous dans les politiques de droit commun, ou devons-nous envisager des politiques propres ? Nous n'avons pas d'idées préconçues en la matière, et ce que les ateliers régionaux nous ont montré, c'est que si nous en avons, elles étaient fausses. Je prends là encore un exemple tiré du logement : en ce qui concerne le logement social des immigrés, il est dit en général que de grands logements sont nécessaires car ils ont souvent des familles nombreuses — ce qui mériterait d'ailleurs d'être souvent très nuancé. Nous avons découvert qu'à Sarcelles, sur 12.000 logements sociaux, il y a un seul logement de 2 pièces. Tous les autres comportent 3, 4, 5 ou 6 pièces. Mais la population immigrée vieillissante a besoin de petits logements. Nous sommes en train de préparer la future vague de contrats de plan, de contrats d'agglomération, de contrats de ville. C'est le moment de poser la question à tous les acteurs, les caisses sociales, les directions d'administrations centrales, les administrations locales, les collectivités locales : que faisons-nous ensemble pour prendre en compte leurs besoins ? C'est cela notre projet.

***E.d'I. : Concernant la connaissance des vieux d'origine étrangère, il existe un manque énorme. On connaît les vieux étrangers d'origine maghrébine qui sont dans les foyers, mais d'après les statistiques***

*dont nous disposons, il y aurait 4 personnes âgées étrangères sur 5 qui ne seraient pas maghrébines. Et une même proportion qui ne vit pas en foyer. Alors où sont tous ces vieux ? Que font-ils ? Vivent-ils en famille ? Seuls ? N'y aurait-il pas besoin de travaux, d'études pour avoir une appréciation plus claire de cette situation ?*

**T. Tuot** : Je crois que c'est le premier problème que nous avons identifié ensemble : nous ne savons pas de quoi nous parlons, nous ne les connaissons pas, ni par une approche statistique quantitative, ni par une appréciation qualitative de leurs besoins. Comme vous l'avez souligné, la majorité ne sont pas des Maghrébins, il y a d'abord des Italiens, des Portugais, des Espagnols, et il ne faut pas les oublier bien qu'ils soient ressortissants communautaires. Un Espagnol qui vient aujourd'hui s'installer en France est quelqu'un qui bénéficie de la libre circulation dans l'espace européen. Un Espagnol venu en 1950 dans le cadre d'une immigration de travail était un immigré, et il a connu toutes les difficultés qu'ont rencontrées ensuite les Maghrébins, les Africains, et aujourd'hui les Turcs, les Asiatiques et d'autres.

*E.d'I. : Quelles sont les informations dont dispose la Flamboyance sur ce point ?*

**M. Daureil** : Ce qui m'intéresse dans les chiffres que vous venez de donner, c'est de voir qu'au fond, même si toutes les injustices dont on a pu entendre parler à l'occasion des "Ateliers en région" organisés en Juin 1998 existent, ce qui a été un moment de prise de conscience fort, ce sont toutes les ressemblances. Cette question de la vieillesse dans l'immigration tombe à point dans la question plus générale de la vieillesse dans notre pays. Quand vous dites par exemple que 4/5e des personnes d'origine étrangère âgées vivent en dehors des foyers, cela montre à nouveau que sur cette question il y a un grand malentendu, comme sur la question de la vieillesse en règle générale où, à écouter, nous pourrions avoir le sentiment que tout le monde vit en maison de retraite ou en hospice. Or, ce n'est pas dans les mêmes proportions, mais seulement 6% de la population âgée vit en institution. Nous n'avons que peu de chiffres sur la question du vieillissement dans l'immigration, mais nous avons des chiffres sur la vieillesse dans notre pays : 20% de la population a plus de 60 ans en France. Ce qui est intéressant, c'est de s'apercevoir que les difficultés ne sont pas de même nature, mais il y a une injustice faite à la vieillesse et aux vieux dans notre pays. Quand je dis qu'elles ne sont pas de même nature, les injustices

à l'endroit de la vieillesse immigrée sont très liées aux droits, à la législation, aux mentalités, encore que l'injustice dans les mentalités concerne la vieillesse en général. Ce qui sera commun, quand nous aurons terminé notre travail ensemble, sera de constater que les vieux n'ont pas de place dans notre pays, qu'être vieux c'est être moins. La valeur dans nos sociétés, dans nos civilisations, c'est la jeunesse. Alors si nous recherchons des points communs ou des points de différence entre être jeune et être jeune immigré, c'est que la valeur est celle-là, être jeune. Nous voyons bien que la place de chacun dans notre société est très liée au travail, et tous ceux qui sont sans travail, majoritairement tous ceux qui sont à la retraite, n'ont pas d'existence réelle.

*E.d'I. : Quelle serait la forme d'intégration au sens très général du terme de la population vieillissante dans la société d'aujourd'hui, à partir de ces constats ?*

**M. Daureil** : Cela suppose beaucoup de choses, et d'abord que notre société change vraiment. Nous sommes donc dans l'incantatoire, obligatoirement. Cela suppose par exemple que notre société ne repose pas sur la seule valeur du travail, et aussi une vraie évolution de notre culture et de notre société, par exemple sur la valeur "jeune". Cela suppose peut-être des discours politiques différents, différents de ceux des médias, et également que les gens qui sont les tenants de notre intelligentsia assument leur âge, le portent physiquement, alors que tout ce qui se passe est le contraire, en permanence. Nous sommes dans une société qui masque cela. Nous savons et sentons ce que veut dire de faire en sorte que les vieux issus de l'immigration prennent au moins leur place dans les dispositifs sociaux et culturels, notamment les collectivités locales, avec les autres catégories de la population vieillissante. Cela suppose vraiment une révolution, et c'est là que le travail ensemble peut avoir un sens, car il y a là vraiment du possible. Quand une mairie ou un CCAS entend que le carnaval correspond bien à un certain nombre de retraités, il va falloir qu'elle entende aussi qu'avec le carnaval, elle exclut, que cela ne correspond pas du tout aux vieux d'origine étrangère. Nous pouvons imaginer que les choses vont changer, et cela se produit déjà.

Je voudrais amener des précisions par rapport à la question de départ. Autant la question de la vieillesse immigrée telle qu'elle s'est posée dans le réseau immigration concerne des hommes isolés, autant dans notre

mouvement la question concerne plutôt ceux qui vivent en famille. Cela montre bien que ceux qui vivent dans les foyers se trouvent hors-tissu destiné aux personnes âgées, comme le sont d'une certaine manière, ceux qui vivent dans les maisons de retraite. Il est vrai qu'il ne s'agit pas de la même génération car ceux qui vivent en maisons de retraite ont entre 80 et 90 ans, alors que ceux qui vivent en foyer sont plus jeunes et ont plutôt entre 50 et 60 ans. Il n'empêche que ces lieux de réclusion dans les villes, sont toujours des lieux d'exclusion, quelle que soit la nationalité ou l'origine.



**T. Tuot :** Pour nous l'intégration des vieux immigrés comme pour tous les immigrés c'est de faire que tout ce dont ils peuvent souffrir en matière d'accès à la cité, d'accès aux droits, etc., ne soit plus dû au fait qu'ils sont immigrés. C'est la suppression de la variable "immigré" comme explication aux difficultés sociales quelle qu'en soit la nature. C'est notre objectif.

**E.d'I. :** *Cela dit, dans la politique d'intégration dont se préoccupe le droit commun, la catégorie de population vieillissante risque de rester à l'écart car elle présente certaines spécificités. Ne risque-t-on pas de passer à côté de la réalité si on ne les traite pas en tant que telles ?*

**T. Tuot :** C'est le droit commun qui doit être adapté. Le FAS a été créé par les pouvoirs publics pour garantir que quelqu'un prenne cela en compte, et de façon autonome. C'est pour cela que nous ne sommes pas une administration dépendant directement du Ministère mais un établissement public. Cela dit, la politique

d'intégration ne fait pas tout. Ce que nous faisons avec la DPM, et ce que font les pouvoirs publics, c'est jouer le rôle de facilitateur. Nous n'allons pas plus loin. Ce n'est pas l'Etat qui intègre, c'est la société. L'Etat peut peser sur les mécanismes sociaux, les orienter, supprimer des mécanismes pervers ancrés, il ne peut en aucun cas se substituer aux acteurs eux-mêmes, aux citoyens, à vous, à moi, aux voisins, aux employeurs, aux banquiers, aux gens qui rendent des services, à tout le monde. Beaucoup de ces vieux se sont fabriqués une forme d'intégration, et je crois qu'il faudrait se garder de toute visée normative. Il existe des formes d'intégration et il faut les regarder, les prendre en compte. Une certaine forme d'équilibre de vie a pu être acquise par ces vieux, notamment dans les foyers, où vous trouvez des gens heureux, qui sont contents d'être logés là, qui ont des amis, une vie sociale, vont au marché, sont connus dans le quartier, et pour qui cela se passe bien. Je crois qu'il faut d'abord partir d'une idée, qui est chère à La Flamboyance comme à nous, qui est celle du respect de ces personnes.

**E.d'I. :** *Ce respect des personnes est aussi le respect de la mémoire dont elles sont détentrices.*

*Or, c'est là un des enjeux repérés aujourd'hui : entre les vieux immigrés et les jeunes, il y a une sorte de fossé... On a l'impression que les vieux se trouvent un peu dans un lieu social plutôt silencieux, sur leur mémoire, sur leur histoire, sur leur vécu... Alors que du côté des jeunes, il s'agit d'un lieu social "bruyant". C'est une "image inversée" entre les uns et les autres. Ce travail sur la mémoire ne pourrait-il pas être un des axes de travail de la question de l'intégration des vieux ?*

**T. Tuot :** C'est évidemment clairement l'une de nos visées. Cette mémoire n'est pas assumée à l'heure actuelle. La génération des vieux immigrés est une génération à laquelle il a été demandé de se taire. Ils devaient travailler, et il n'y avait pas besoin de leur apprendre le français au-delà des 200 mots nécessaires à la chaîne. Ils restaient entre eux et n'avaient pas d'existence sociale : travailleur dans l'usine, et immigré à l'extérieur. La situation générale de la société française — et la politique — ne se plaçaient pas du

tout dans la reconnaissance de ces immigrés autrement que comme une force de travail que l'on faisait venir. Le discours était donc très productiviste. On leur demandait de se taire et de s'effacer du paysage. Mais ils se sont tus en intériorisant une contrainte sociale, en intériorisant une forme de reconnaissance pour la République colonisatrice de les faire venir sur son territoire, et ils se sont tus vis-à-vis de leurs enfants. Nous devons aider cette génération à parler, l'aider à assumer avec la forme de fierté à laquelle elle a droit, le rôle qu'elle a tenu dans la libération de la France pour les plus anciens, dans la reconstruction du pays, dans l'essor industriel de nombreuses régions françaises. Regardons par exemple qui a bâti la Lorraine flamboyante et riche, l'essor industriel en Rhône-Alpes... Il y a une reconnaissance sociale à avoir envers elle, il faut que cette génération assume avec fierté le rôle social qui était le sien et qu'elle accepte de reprendre une parole vis-à-vis de ses enfants.

**M. Daureil :** Il y a une espèce d'amnésie à l'endroit d'hier, ici comme partout ailleurs. On peut dire aussi que tous ceux qui peuvent être des médiateurs de cette mémoire, ceux qui permettent, qui autorisent sa transmission, se sont laissés avoir pendant de nombreuses années par l'environnement culturel. Il y a très peu d'initiatives à l'endroit de la transmission. Il y a peu de gens qui prennent le risque d'aller vers cela. Par exemple, la Ville de Paris a fait une grande consultation sur la mémoire des vieux parisiens. Comme par hasard, deux périodes ont été supprimées, la guerre 39-45, et la guerre d'Algérie, deux périodes interdites. Ils sont des témoins vivants, et on supprime deux périodes historiques, les deux périodes douloureuses, mais on parle des voitures, des produits de consommation, de la mode...

***Ecarts d'identité : La question de la mort et de l'accompagnement à la mort est-elle une dimension présente dans votre préoccupation ?***

**T. Tuot :** Le débat sur la laïcité et la place de la religion nous est familier. La laïcité bien comprise ne peut avoir qu'un seul objectif : rendre possible les choix individuels, ne pas les ignorer. La laïcité veut dire que la République ne reconnaît ni ne salarie aucun culte. Ce qui ne veut pas dire qu'elle les ignore ou qu'elle méprise ce qui relève de choix individuels ou sociaux. Rendre possible les choix individuels peut vouloir dire aussi par exemple considérer un carré musulman dans un cimetière. Les pouvoirs publics doivent rendre possible les choix correspondants à la fin de vie si les

vieux meurent en France et veulent être inhumés en France, suivant les rites de la religion qu'ils ont choisie, ou s'ils souhaitent que leur corps rejoigne la terre de leurs ancêtres.

**M. Daureil :** Notre projet commun repose bien sur l'idée d'"être ensemble". Je trouve la question sur le culte très intéressante mais nous l'abordons un peu en marchant sur des oeufs. Il ne faut pas se dissimuler la réalité : les seuls qui posent problèmes, ce sont les vieux musulmans. Les vieux portugais, par exemple, sont avec les autres, et bon an, mal an, les vieux français en tous cas n'ont pas d'appréhension, c'est l'Europe, catholique, mais il ne faut pas généraliser.

**T. Tuot :** Il ne faut pas généraliser, et surtout il ne faut pas avoir la mémoire courte. On entend souvent dire que l'on a intégré les immigrés européens facilement... L'histoire nous montre que la vision d'une intégration des Européens catholiques est totalement une vue de l'esprit. Nous avons toujours eu du mal en France avec la religion, depuis 1789, et déjà avant. C'est un débat qui ne sera jamais facile. Les pouvoirs publics sont mal informés sur la religion. Sachons d'abord de quoi nous parlons, et ensuite, de grâce, n'ayons pas de position normative. Je ne crois pas qu'il y ait de problème musulman en tant que tel. Il y a d'innombrables problèmes liés à diverses façons de faire.

**M. Daureil :** Il y a une représentation actuelle qui fait que le problème de l'Islam se rajoute au problème des immigrés.

**T. Tuot :** Après tout la Déclaration des Droits de l'Homme dit simplement que chacun a la liberté de conscience. Quand on porte atteinte à la liberté de conscience, quand l'adhésion à une religion finit par normer les comportements d'une façon qui porte atteinte aux droits de l'homme, il faut intervenir. C'est cette frontière-là qu'il faut fixer, et c'est là que nous avons des difficultés. Les immigrés font de la France une patrie pour leurs enfants. Quand on est enterré en France, on fait de ses enfants des Français.

***E.d'I. : C'est une dimension extrêmement importante symboliquement... Il y a des immigrés qui sont venus autour des années 50-60, ce sont les vieux dont on parle aujourd'hui, mais la question même de l'immigration en France, n'a-t-elle pas vieilli ? Depuis plus d'un siècle, l'histoire de l'industrialisation de la France a provoqué un apport de force de travail, de peuplement, de culture, de religion. Cela a "fait***

*histoire”, ou cela a “fait France” pour reprendre l’expression de Michèle Tribalat, mais nous sommes aujourd’hui à la fin du siècle ou des deux siècles d’industrialisation : est-ce que cette fin de siècle, ce vieillissement, vous semble devoir clore une étape de ces questions-là ? Et comment ?*

**M. Daureil** : Je reprendrai la question de la fin d’une étape, non pas à l’endroit de l’immigration, mais plutôt de nos sociétés, avec le mythe de l’éternel jeunesse, le “jeunisme aigu”, dans une population qui est de plus en plus âgée. A La Flamboyance, nous sommes persuadés que nous nous trouvons à la fin d’une étape, celle qui valorise la jeunesse, l’argent, le travail, ces valeurs qui ont beaucoup régné pendant les trente ou quarante dernières années. De fait, parce qu’avec autant de vieux — et les vieux immigrés y tiennent une place tout à fait à part, avec autant d’autres groupes qui sont à l’écart—, ce modèle jeune, argent, réussite, arrive certainement à sa fin. Je pense que les vieux immigrés vont jouer là un vrai rôle justement parce qu’ils appartiennent à des civilisations qui ont un autre rapport à l’âge et à la vieillesse, au temps qui passe, à la vie et à la mort. J’aimerais vraiment pouvoir dire dans vingt ou trente ans qu’ils nous ont apporté cela, et ils nous ont vraiment aidé à remettre nos sociétés sur le chemin dont elles n’auraient jamais dû s’échapper.

*E.d’I. : Revenons à notre actualité, les ateliers régionaux et le Colloque national à venir. Pouvez-vous déjà tirer un bilan de ces ateliers ? Quelles attentes avez-vous du colloque ? Quelle ouverture peut-il provoquer ? Avez-vous déjà des perspectives pour l’avenir ?*

**M. Daureil** : Ce que nous attendons du côté de la Flamboyance, c’est beaucoup de choses dans notre réseau. Je rappelle : 120 collectivités locales, 150 maisons de retraite, une quantité d’associations qui sur la question de la vieillesse ont des propos neufs, en avance, une vraie prise de conscience. J’en attends aussi beaucoup de la part des CCAS, qui me semblent être des pivots pour la transformation des pratiques, des attitudes. De façon plus générale, comme tout ce que nous engageons à la Flamboyance, c’est vraiment l’idée de la transformation de notre société, qui se résume dans la phrase type qui va être très présente dans cet événement : “Être ensemble”. Nous en attendons que ce soit vraiment un acte fondateur de quelque chose de nouveau qui va se passer à cet endroit avec les vieux immigrés et toutes les associations qui travaillent avec eux. C’est vraiment une rencontre entre deux secteurs qui ne se connaissent pas, s’ignorent de

part et d’autre, sont un peu “jaloux” de leur public, et l’ambition est de faire exploser tout cela, et de se dire qu’à partir du Colloque national, et déjà après les ateliers régionaux, tous ceux qui ont en charge la vieillesse, et la vieillesse dans l’immigration, doivent travailler ensemble, car sinon nous serons dans l’impossibilité de régler tout ce qu’il y a à régler.

**T. Tuot** : La première chose après les ateliers régionaux, c’est l’assurance que nous ne nous sommes pas trompés de sujet, que cela passionne vraiment les gens. Les participants sont venus plus nombreux et plus variés que nous le pensions. L’une des bonnes surprises est que nous trouvons chez les vieux eux-mêmes des acteurs de la réflexion sur ces thèmes-là, et ensuite sur l’action, ce qui n’allait pas de soi et qui était pour nous une question. Ce qui nous manque, c’est un réseau associatif, et que les collectivités locales prennent la balle au bond, que l’ensemble des institutionnels réagissent... Je ne doute pas que tous les éléments soient réunis pour que nous arrivions à amorcer une dynamique sociale. Ce que nous attendons du colloque, ce que nous espérons en faire, c’est une sorte d’année zéro de la question, c’est le commencement. Il est évidemment trop tôt pour déceler les axes opérationnels et il faut être prudent, ne pas partir sur des idées préconçues sur ce qui est nécessaire ou qu’il faudrait lancer. Ce que nous pouvons identifier tout de suite, ce sont les urgences. Il y a urgence à s’occuper de la retraite, des anciens combattants, des foyers de travailleurs migrants les plus dégradés. Il y a urgence à qualifier des partenaires associatifs, à lancer des actions expérimentales, et à tester ce que l’on peut faire, à partir de ce qui a été fait pour les vieux, et en regardant pourquoi cela n’a pas touché les vieux d’origine immigrée et en travaillant sur la qualification des acteurs, leur formation, le contact avec les vieux en leur donnant des moyens de fonder des associations, de prendre la parole. Nous finançons plus de deux cents radios qui ont des programmes à contenu d’intégration, et nous soutenons une base de programmes — l’EPRA — qui est très active. Si l’an prochain nous avons quelques heures d’émission à destination des vieux, ce serait intéressant. Toutes les pistes sont ouvertes. Nous avons quelques urgences immédiates que nous allons traiter dès 1999. Nous travaillons à un programme d’actions expérimentales sur le logement, sur l’action sociale, sur la culture, pour tester des moyens d’agir. Nous allons “touiller pour que la mayonnaise prenne”. ■